

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le

09 MAI 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUEHNE & NAGEL Logistics

2 avenue Joseph Paxton
77164 Ferrières-En-Brie

Références : E/25- *ML*
Code AIOT : 0006501011

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement KUEHNE & NAGEL Logistics implanté au 2 avenue Joseph Paxton sur la commune de Ferrières-en-Brie (77 164). L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUEHNE & NAGEL Logistics
- 2 avenue Joseph Paxton 77 164 Ferrières-en-Brie
- Code AIOT : 0006501011
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site KUEHNE & NAGEL Logistics implanté dans la zone industrielle de Ferrières-en-Brie est un entrepôt d'une superficie de 414 475 m², constitué de 7 cellules destinées à recevoir au maximum 22 937 t de matières combustibles.

Le site est autorisé à exploiter l'entrepôt par arrêté préfectoral n°10 DSCE IC 164 du 27 juillet 2010.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 1.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Étude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 4.2.4.1	Sans objet
3	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 5.1.2	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 7.6.2	Sans objet
5	Détection incendie et de gaz	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 8.1.6	Sans objet
6	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
8	Installations électriques - mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre la dernière étude relative aux effets thermiques générés lors d'un incendie de l'entrepôt et un porter à connaissance afin de mettre à jour la situation administrative du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 1.1.5
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le site est autorisé à exploiter un entrepôt par arrêté préfectoral n°10 DSCE IC 164 du 27 juillet 2010 au titre des rubriques 1510 (autorisation), 1530 (déclaration), 2910 (déclaration) et 2925 (déclaration).

<p>Le site stocke actuellement des instruments de musique électronique, des vêtements/chaussures (activité de E-commerce), des carafes filtrantes,...</p> <p>L'exploitant a indiqué que la rédaction d'un porter à connaissance était en cours. Ce dernier porte sur la mise à jour du classement ICPE du site prenant en compte le stockage de textile, le stockage de plastique (rubrique 2663) et le futur stockage de parfum (rubrique 4XXX).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un porter à connaissance afin de mettre à jour la situation administrative du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 4.2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Isolement avec les milieux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site possède deux vannes d'isolement. La procédure de fonctionnement de ces vannes se situe au poste de garde.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Séparation des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Séparation des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets d'emballage visés par le décret n°94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.</p> <p>Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n°79-984 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1998). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination. Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux</p>

dispositions du décret 2002-1563 du 24 décembre 2002; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Constats :

Le site dispose de 4 compacteurs (cartons, plastiques) gérés par la société ISE. Le site a aussi mis en place un recyclage de piles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, au près de l'Inspection des Installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site possède un outil informatique qui enregistre tous les contrôles réalisés (contrôle extincteur, électrique, foudre,...) avec les rapports et les levées de réserve en cas de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection incendie et de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 8.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie et de gaz

Prescription contrôlée :

Des détecteurs autonomes déclencheurs (DAD) commandent la fermeture automatique des portes coupe-feu. Les locaux techniques, locaux de charge, et la chaufferie sont équipés des systèmes de détection incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. La fonction de détection automatique d'incendie est assurée par le couplage d'un dispositif d'alarme avec la mise en œuvre du Système d'extinction automatique dans les cellules de stockage, dans le local de charge situé au Nord de la cellule B et dans les locaux situés en façade Est de la cellule E : le déclenchement du système d'extinction automatique d'incendie entraîne une alarme au poste de garde et à la télésurveillance. Le déclenchement des détecteurs de fumées ou l'enfoncement d'une alarme coup de poing entraîne une alarme sonore sur le site ainsi qu'un report d'alarme rapidement exploitable à l'exploitant. Les alarmes de sécurité sont reportées sur un tableau central permettant de localiser la zone concernée et sont transmises à Une société de télésurveillance au moins en dehors des heures d'exploitation.

Constats :

Le site dispose, en cas d'incendie, d'une alarme sonore avec transmission au poste de garde. Le système d'extinction automatique d'incendie "sprinkage" peut se déclencher manuellement ou automatiquement. Des essais différents sont réalisés chaque semaine, tous les ans et tous les trois ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23'

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;
- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ;

Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Le plan de défense incendie, mis à jour durant le premier trimestre 2024, est opérationnel. Il reprend les points du plan d'opération interne. Le dernier exercice POI a été réalisé sans les pompiers le 15 mars 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Étude des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Étude des effets thermiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-

tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Une nouvelle étude relative aux effets thermiques en cas d'incendie a été réalisée par la société SOCOTEC en 2024 et sera transmise dans le futur porter à connaissance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la dernière étude relative aux effets thermiques générés lors d'un incendie de l'entrepôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Installations électriques - mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2010, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. À proximité d'au moins une Issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une Vérification de l'ensemble de l'installation électrique (notamment les mesures des résistances à la terre, des équipotentialités...) est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.

Constats :

Le dernier contrôle électrique a été réalisé en octobre 2024.

Des non-conformités ayant été observées, un bon de commande et un devis datés du 10/04/2025 relatif à la levée des réserves électriques ont été transmis.

Type de suites proposées : Sans suite